

IDÉES • CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

Thomas Gomart : « La crise due au coronavirus est la première d'un monde post-américain »

Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales, analyse la nouvelle donne géopolitique créée par une pandémie qui accélère des mutations déjà en cours.

Propos recueillis par Marc Semo • Publié le 08 avril 2020 à 07h00 - Mis à jour le 08 avril 2020 à 12h52

Article réservé aux abonnés

Directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Thomas Gomart est historien et spécialiste de géopolitique. Il a récemment publié *L'Affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques* (Tallandier, 2019). Dans un entretien au *Monde*, il analyse les nouveaux rapports de force entre les grandes puissances et l'irruption sur la scène internationale de nouveaux acteurs comme les plates-formes numériques.

La pandémie de Covid 19 est-elle le révélateur du monde qui vient ?

Elle en est en tout cas l'accélérateur. C'est une crise aiguë de l'interdépendance, qui rappelle que « *les vivants se tiennent biologiquement* », comme disait Pierre Teilhard de Chardin. En positif, elle marque une étape supplémentaire dans la prise de conscience de l'unité du monde. En négatif, elle avive des tensions latentes, potentiellement explosives. C'est un court-circuit durable de la mondialisation, qui s'inscrit dans des cycles, déjà enclenchés, de coopération, de compétition et de confrontation cognitive, c'est-à-dire de mobilisation, d'orientation et de contrôle des cerveaux. Ce qui est inédit : le confinement simultané de plus de 3 milliards d'individus, qui n'ont jamais été aussi connectés. Si les corps sont bloqués, les cerveaux fonctionnent, avec des conséquences politiques difficiles à prévoir à ce stade.

Trois grands débats se dessinent. Le premier concerne la gestion de la crise, le deuxième les modèles futurs, et le troisième la reconfiguration du système international. Je me concentre sur ce dernier car la politique internationale est un rapport de force avant d'être un débat d'idées. Ou, pour le dire autrement, dans la compétition cognitive, l'impact des modèles dépend moins de leur pertinence que du positionnement international de celui qui les émet.

Qui sont les gagnants et les perdants ?

Les autorités chinoises se mobilisent comme jamais pour faire croire que ce serait la Chine, la gagnante, afin de justifier leur modèle politique non seulement à l'intérieur mais désormais à l'extérieur, et leur discours a viré à une propagande caricaturale. Certes, elles ont montré leur efficacité dans la mise en œuvre du confinement, mais aussi leurs errements au début de la crise. Le bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Pékin n'a été avisé que le 31 décembre 2019. Par contraste, l'Europe et les Etats-Unis semblent en profonde difficulté. Cependant, le jugement sur le vainqueur final ne saurait, à mon sens, être définitif à cause des possibles résurgences de foyers infectieux en Chine, et surtout, de l'opacité des données chinoises sur le nombre réel de morts.

« Le grand péril pour l'Union européenne serait de répondre à cette crise sans coordination »

L'Europe joue-t-elle son destin dans cette crise ?

Très certainement. Sa résilience est testée une nouvelle fois. Le manque de solidarité montré au début de la crise, à l'égard notamment de l'Italie et de l'Espagne, a provoqué de profonds ressentiments, qui s'exprimeront à un moment ou à un autre. Pour l'Italie, ce défaut de solidarité vient après la crise financière et la crise migratoire. Sans surprise, cela a été immédiatement exploité par Pékin et Moscou. Maintenant, le grand péril pour l'Union européenne (UE) serait de répondre sans coordination. Les marchés ont très bien vu l'absence d'unanimité lors du dernier Conseil européen.

On peut s'attendre à des mouvements spéculatifs bien plus importants qu'en 2010. On peut surtout anticiper un chômage de masse et une paralysie de l'économie informelle, qui auront des répercussions immédiates à la sortie du confinement. A cela s'ajouterait, si le confinement se prolongeait, la perte critique de savoir-faire technologiques. Les Européens risquent de sortir de cette crise appauvris, désunis et encore plus dubitatifs sur leur participation aux affaires mondiales. Leur capacité à rejeter des offres technologiques bon marché sera très réduite ainsi que leur capacité à faire entendre leur voix, déjà bien faible, dans les affaires internationales.

Lire aussi | Economie de marché : la crise du coronavirus provoque le grand retour de l'Etat

Et les Etats-Unis ?

Il est certain que cette crise peut se lire comme la première d'un monde post-américain. Leur absence complète de leadership est inédite. En pleine campagne électorale, les Etats-Unis se recroquevillent sur eux-mêmes. A aucun moment, Donald Trump n'a tenté de susciter une coordination mondiale. Il va au bout de sa logique unilatéraliste. En outre, l'administration Trump a fermé ses frontières, y compris aux Européens, sans aucune concertation et sans aucun préavis. Cette fracture s'ajoute aux fractures commerciale, numérique et stratégique. En trois ans et demi la politique de l'administration Trump a cassé la relation transatlantique. La crise sanitaire met aussi en lumière les différences fondamentales concernant le rôle des autorités publiques de part et d'autre de l'Atlantique.

Le désarroi des Européens comme des Américains n'est-il pas surprenant alors que le surgissement d'une telle pandémie était jugé probable par les spécialistes ?

Tous les documents prospectifs dignes de ce nom, aussi bien à Washington qu'à Paris, avec par exemple le livre blanc de la défense de 2008 et celui de 2013, évoquaient ce type de risque. Mais les gouvernements américain et européens ont péché par le décalage entre l'analyse de risque, faite de manière incomplète, et la préparation spécifique de dispositifs, qui implique toujours des immobilisations financières significatives, pour être efficaces. Ils ont acquis des réflexes pour des crises ponctuelles (attaque terroriste, tremblement de terre...), mais ne disposent pas de procédures intégrées face à une crise de cette ampleur. A leur décharge, qui avait prévu un confinement généralisé dans des délais si resserrés ? Ce sont la rapidité et l'ampleur des mesures prises, sous la pression du corps médical, qui rendent singulière cette crise.

De manière plus fondamentale, celle-ci reflète la perte d'une culture du stock au bénéfice d'une culture du flux. L'idée de réserves stratégiques, mis à part pour le pétrole, semble s'être évaporée. Ce sont, par exemple, les masques pour les hôpitaux, certains médicaments pour les pharmacies ou les munitions pour les armées. Cela correspond, à mon sens, à un mode de gestion des entreprises qui a contaminé la sphère publique alors que leurs finalités sont fondamentalement différentes. La raison d'être d'un Etat, c'est avant tout d'assurer la sécurité physique de ses ressortissants. En Europe, on a tenu les notions de plan et de planification pour obsolètes au profit d'outils de gestion à horizon trimestriel. Dans les *business schools*, on n'a eu de cesse d'encourager l'hyperrotation des actifs. La liquidité plutôt que la solidité. Il va sans doute falloir réapprendre à reconstituer des stocks intelligemment, et à en accepter le prix. Notons, au passage, à quel point les régimes autoritaires instrumentalisent leurs réserves stratégiques auprès de leurs opinions.

« Les grandes plates-formes numériques sont désormais au cœur des rapports de puissance, notamment entre la Chine et les Etats-Unis »

Pour vous, les démocraties ont-elles jusqu'ici assez mal passé l'épreuve ?

Je ne suis pas sûr que la dichotomie entre régimes autoritaires et démocratiques soit la bonne clé de lecture. En temps de crise aiguë, ils doivent tout faire pour se montrer efficaces. Le vrai débat porte plutôt sur les outils utilisés pour juguler la crise sanitaire. On voit des régimes démocratiques, comme Taïwan ou la Corée du Sud, qui recourent à des technologies comme le *tracking*. L'efficacité prime alors sur les libertés publiques et individuelles avec l'assentiment de la population. En Europe, jusqu'où serait-on prêt à aller au nom de cette efficacité sachant que les mesures prises en période de crise sont souvent difficiles à lever ?

De nouveaux acteurs ont-ils surgi ?

Il y a un incontestable effet d'aubaine pour les grandes plates-formes numériques. Ce sont elles qui assurent aujourd'hui les connexions entre pays, individus et organisations. Elles façonnent les rapports politiques et sociaux. Elles sont désormais au cœur des rapports de puissance. La coopération, la compétition et la confrontation entre la Chine et les Etats-Unis se jouent notamment à travers elles. Cela devrait encourager les Européens à réagir très rapidement en matière de politique de données car la crise sanitaire fait voler en éclats la *privacy*, la vie privée.

Parallèlement, il est frappant de voir comment les dirigeants des grands acteurs numériques se proposent d'investir dans la recherche pour l'antidote ou dans des solutions dédiées à la santé. Cela devrait inciter les Européens à investir très rapidement dans la télémédecine, où il n'existe pas d'acteur européen de taille suffisante. Il en est de même dans le domaine de l'éducation. Ce sont des domaines stratégiques, indispensables à l'autonomie de pensée, et donc d'action.

Cette crise marque-t-elle aussi l'acte de décès du multilatéralisme ?

Le multilatéralisme de l'après-seconde guerre mondiale reposait sur un garant ultime : les Etats-Unis. C'est terminé, même s'ils entendent demeurer le *primus inter pares*. Avec la Chine, la coopération enclenchée pendant les années 1980 s'est transformée en compétition dans les années 2000. Elle est en train de tourner à une confrontation, multiforme sans être totale.

L'avenir du multilatéralisme dépend fondamentalement de l'attitude des Etats-Unis et de la Chine. Cette dernière se livre à une prise de contrôle graduelle du système onusien ; on en a vu un exemple pendant cette crise, avec son influence sur l'OMS ou l'élection d'un biologiste chinois à la tête de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Quant aux Etats-Unis, tout dépendra du résultat de l'élection présidentielle. Difficile d'envisager une conversion de Donald Trump au multilatéralisme, en cas de réélection. L'élection d'un démocrate se traduirait sans doute par des gestes en faveur du multilatéralisme, mais le pas de côté des Etats-Unis par rapport à leurs engagements internationaux est en réalité antérieur à l'élection de Donald Trump. Le voudraient-ils, ils n'ont plus les moyens d'apparaître comme la « nation indispensable » [définie par Madeleine Albright, diplomate américaine, en 1998].

Comment réinventer maintenant une gouvernance globale ?

Les Etats restent l'armature d'un système international de plus en plus hétérogène. Il est frappant de voir que, y compris au sein de l'Union européenne, les citoyens se tournent spontanément vers leurs autorités nationales.

De plus, les allégeances émotionnelles restent très nationales. Dans un premier temps, les Etats vont sans doute devoir redéfinir la nature de leurs relations avec les multinationales, sans lesquelles rien de durable n'est possible en matière économique et sociale, en particulier dans le domaine fiscal. C'est dans l'énergie, en raison des enjeux climatiques, et dans le cyberspace, en raison des enjeux de sécurité, que cette redéfinition devrait d'abord se jouer.

Cette crise clôt un cycle ouvert, en 1996, par la *Déclaration d'indépendance du cyberspace* publiée par John Perry Barlow à la suite des premières mesures de contrôle d'Internet par l'administration Clinton : « *Nous devons déclarer nos personnalités virtuelles exemptes de votre souveraineté, même lorsque nous continuons à accepter votre loi pour ce qui est de notre corps.* » En une génération, le cyberspace est devenu le terrain privilégié d'un capitalisme de surveillance et d'affrontement des puissances. Cette crise le révèle au grand jour.

Marc Semo